

Les résultats économiques des exploitations agricoles du Grand Est en 2016

En 2016, la région Grand Est n'est pas épargnée par la baisse quasi-généralisée des résultats économiques agricoles. Le résultat moyen accuse un retrait de 38% par rapport à 2015 pour s'établir à 24 300 € par actif non salarié. Un quart des exploitations présentent un résultat négatif. A l'exception des éleveurs spécialisés en viande bovine, toutes les grandes orientations régionales montrent une dégradation plus ou moins marquée de leurs résultats.

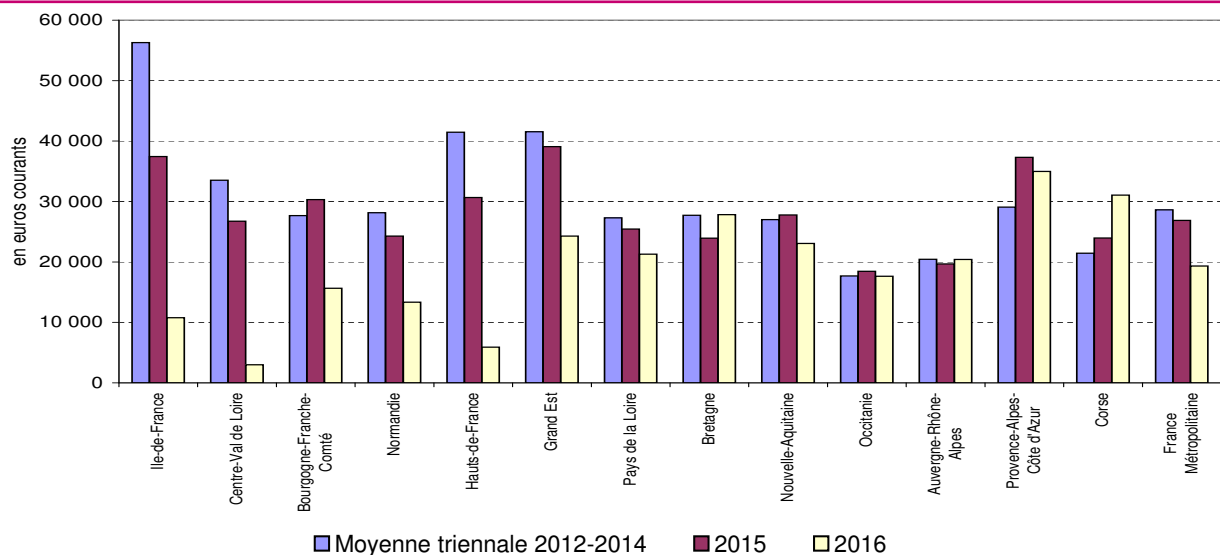
Les charges d'approvisionnement sont contenues, mais cela ne suffit pas à compenser la moins bonne valorisation de la plupart des produits, du fait de la baisse des cours, conjuguées à une mauvaise récolte en quantité et en qualité.

On observe un infléchissement fort des indicateurs de rentabilité comme de solvabilité depuis 2010.

Le poids moyen de l'endettement devient préoccupant pour les exploitations céréalières et laitières.

Cependant, malgré ce contexte difficile, le résultat moyen du Grand Est reste plus élevé que la moyenne nationale, grâce aux exploitations viticoles et notamment champenoises.

Une forte baisse du résultat (RCAI/UTANS) dans les régions où les céréales sont prépondérantes



Source : RICA

Une baisse nationale des résultats agricoles en 2016, qui touche aussi le Grand Est

En 2016, le Grand Est fait partie des régions où le résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié est en moyenne le plus élevé. Il s'établit à 24 300 € en moyenne, contre 19 300 € pour la France. Ce résultat moyen s'échelonne de 35 000 € en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 31 000 € en Corse à 5 900 € dans les Hauts-de-France et 3 000 € dans le Centre-Val de Loire.

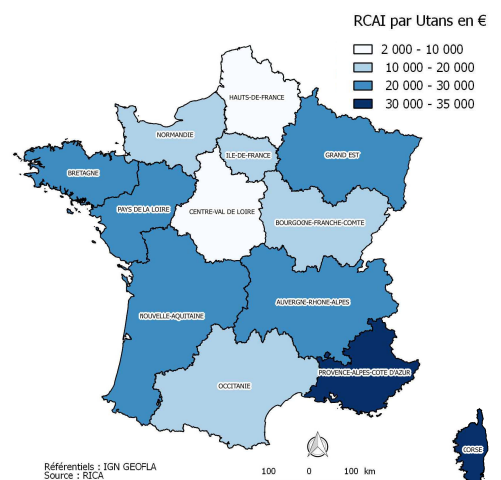
Depuis 2012, les résultats moyens accusent une diminution dans la plupart des régions. L'amplitude de cette baisse est la plus forte dans les régions où la production de céréales est importante, comme l'Ile-de-

France, le Centre-Val de Loire ou encore les Hauts-de-France. D'autres régions, comme l'Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, présentent des résultats annuels plus homogènes, du fait de productions plus diversifiées et orientées vers la viticulture, le maraîchage et l'horticulture pour la première et vers l'élevage de bovins laitiers et allaitants et la viticulture pour la deuxième.

Dans le Grand Est, la viticulture et l'élevage avec un effet plus modéré, permettent de limiter la chute du résultat observée dans les régions spécialisées en grandes cultures.

Le résultat moyen accuse tout de même une baisse de 42% par rapport à la moyenne triennale 2012-2014 (contre 32% pour l'ensemble France métropole).

Résultat par actif non salarié en 2016

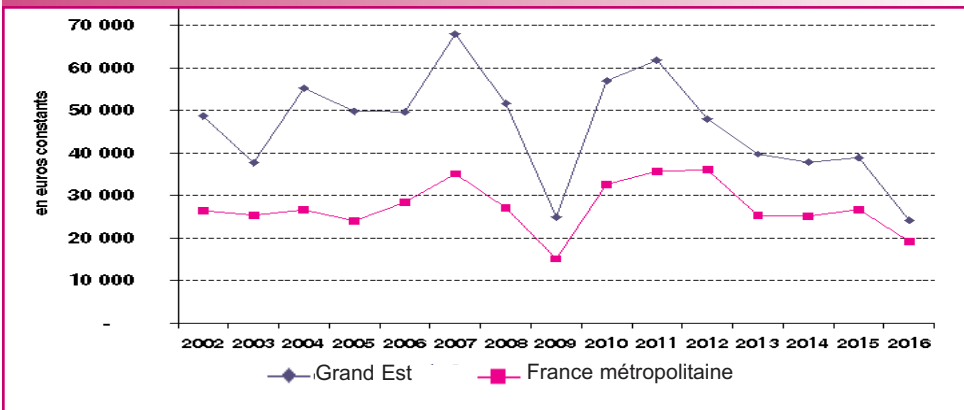


Source : RICA

Depuis 2002, le Grand Est a toujours eu un résultat par actif non salarié en moyenne plus élevé que le niveau national. Son évolution est similaire, avec toutefois des variations plus accentuées. D'une année à l'autre, la conjoncture peut provoquer des variations de plus de 50% du résultat, comme ce que l'on peut observer en 2008, 2009 et 2010 où le résultat Grand Est (exprimé en euros constants, base 2014) passe de 51 600 € à 25 000 € puis à 57 000 € par actif non salarié. Depuis 2011, la baisse est continue, avec une inflexion de 38% entre 2015 et 2016. Le résultat moyen de la région est aujourd'hui bien inférieur au niveau qu'il connaissait au début des années 2000. De plus, il n'a jamais été aussi proche de celui de la France métropole.

L'instabilité interannuelle observée sur les résultats tient beaucoup à certaines orientations, comme la viticulture, les exploitations de céréales-oléoprotéagineux (COP) et de cultures générales. Dans le Grand Est, les exploitations viticoles contribuent à tirer le résultat vers le haut. En effet, elles ont des résultats deux fois plus élevés en moyenne que sur l'ensemble du territoire : entre 2002 et 2016, le ratio du RCAI par actif non salarié du Grand Est sur celui de la France, fluctue entre 1,2 et 2,8, sauf en 2012 où il descend à 0,9. Alors que leurs résultats sont le plus souvent supérieurs à la moyenne générale (sauf sur quelques années comme par exemple 2012 dans le Grand Est), les exploitations viticoles y contribuent plus fortement dans le Grand Est que sur l'ensemble du territoire : en effet, les exploitations viticoles représentent 36% des structures dans la région, alors que cette proportion est de 16% en France. En 2016, si on considère les exploitations hors orientation viticole, leur résultat moyen dans le Grand Est n'est plus que de 9 900 € par actif non salarié, en baisse de 65% par rapport à 2015. Au niveau national, le résultat moyen hors viticulture est de 15 100 € par actif non salarié, et montre une baisse plus modérée de 34%.

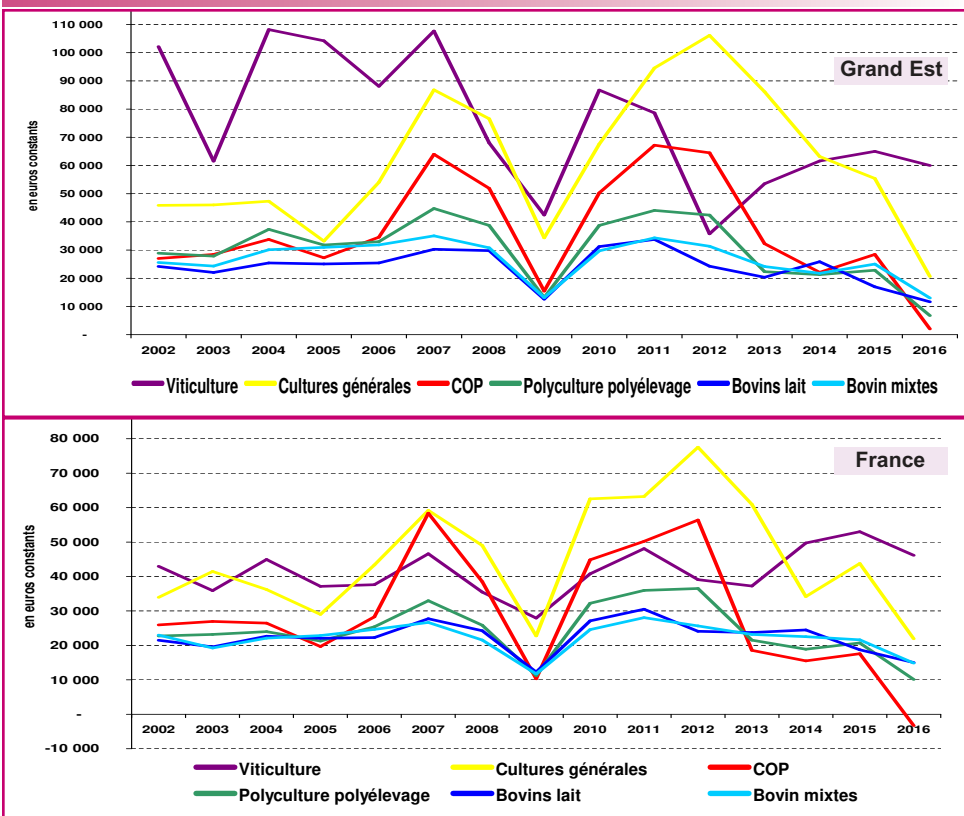
RCAI par actif non salarié entre 2002 et 2016



Source : RICA, Insee

Note : le résultat courant avant impôt (RCAI) par unité de travail annuel non salarié (Utans) est mesuré en euros constants, c'est-à-dire avec correction de l'inflation en base 2014, qui est estimée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé par l'Insee.

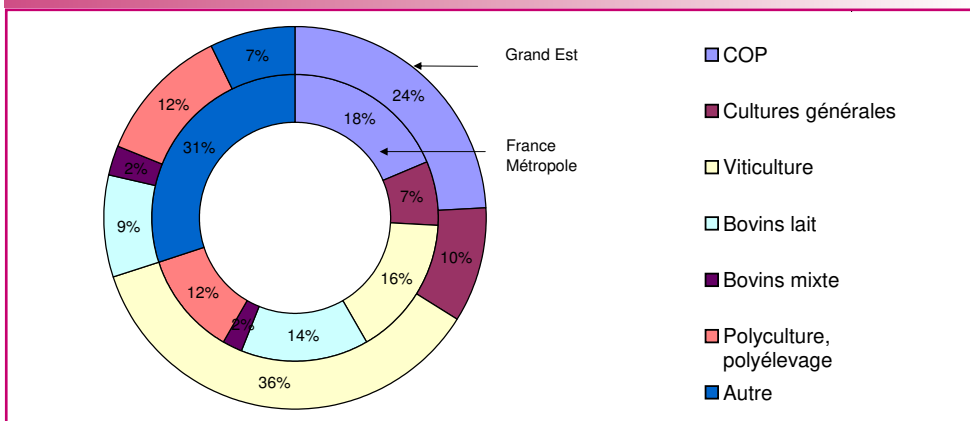
RCAI par actif non salarié par orientation entre 2002 et 2016



Source : RICA, INSEE

Note : le résultat courant avant impôt (RCAI) par unité de travail annuel non salarié (Utans) est mesuré en euros constants, c'est-à-dire avec correction de l'inflation en base 2014, qui est estimée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé par l'Insee.

Répartition des exploitations par orientation en 2016



Source : ESEA 2016

A l'inverse, les résultats moyens des exploitations d'élevage bovins laitiers et allaitants sont moins soumis à variations. Néanmoins, elles ont également en 2016 un niveau inférieur à celui de 2002.

Des conditions climatiques défavorables à l'agriculture en 2016

En 2016 dans le Grand Est⁽¹⁾, les très fortes précipitations du premier semestre et la sécheresse qui a suivi, ont généré une mauvaise récolte pour la plupart des cultures, avec une perte de production et une altération de la qualité.

Les cultures d'hiver sont souvent plus touchées que celles de printemps, avec une floraison perturbée par les fortes précipitations :

- les rendements 2016 du blé tendre (49,5 q/ha), de l'orge d'hiver (56,1 q/ha) et du triticale (38,7 q/ha) sont d'environ un tiers en dessous de ceux de 2015 ;
- le colza est une culture d'hiver dont le rendement a moins baissé (29,2 q/ha en 2016, un cinquième en dessous de celui de 2015) .
- en dehors des pois protéagineux (21 q/ha en 2016, la moitié du rendement 2015) qui poussent près du sol et sont sensibles aux précipitations, et de l'orge de printemps (50,7 q/ha en 2016, un quart en dessous de celui de 2015), les cultures de printemps ont été peu touchées (soja, pomme de terre) par les conditions climatiques, avec de meilleurs rendements qu'en 2015 pour la betterave, le maïs grain et le tournesol.

Les conditions météorologiques ont aussi conduit à un manque de fourrage et à une altération de sa qualité, d'où une augmentation des charges d'alimentation du bétail, qui n'explique qu'une partie du mauvais résultat des exploitations d'élevage. La baisse s'explique surtout par la crise laitière et la morosité du marché, qui ont tiré les prix vers le bas.

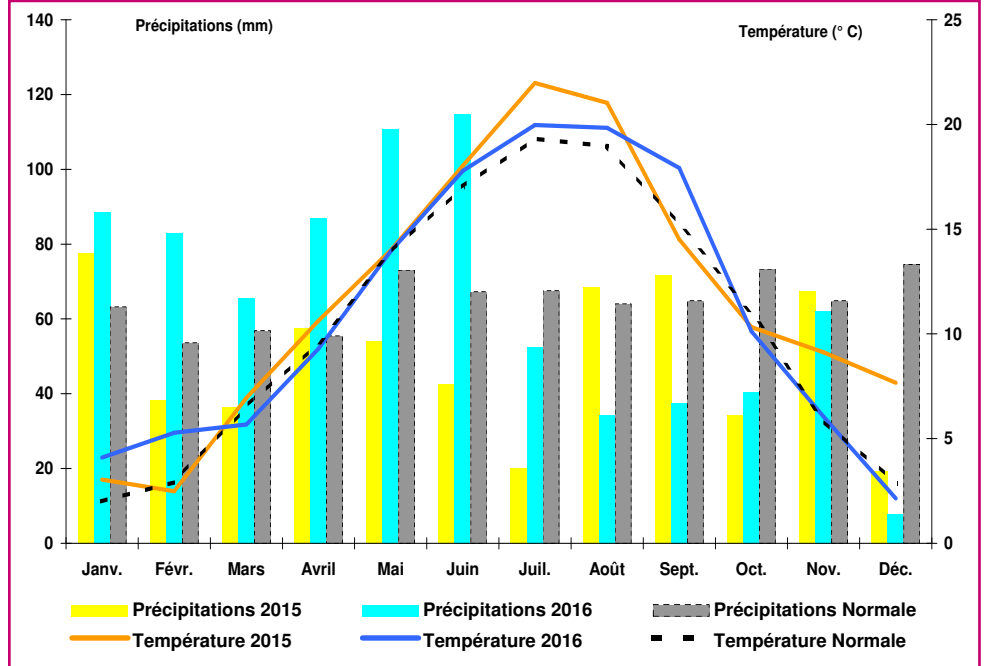
Malgré des conditions climatiques défavorables, le vignoble alsacien est l'un des rares dont la vendange 2016 (108,5 q/ha) dépasse son niveau de 2015 (77,9 q/ha), après trois années de vendanges modestes.

En revanche le rendement du raisin de Champagne, a fortement baissé (96,3 q/ha en 2016, contre 116,7 q/ha en 2015) :

- plusieurs jours de gel et une forte humidité ont provoqué la destruction de 14 % du vignoble en avril ;
- suite à l'épisode de canicule, des phénomènes d'échaudage sont apparus en août, qui ont détruit 4 000 hectares dans l'Aube.

⁽¹⁾ C'est vrai aussi pour la France qui a subi des conditions climatiques similaires : voir graphique des précipitations et températures en page 5 du bilan conjoncturel 2016 (Agreste Panorama - n° 5 - décembre 2016).

Précipitations et températures moyennes du Grand Est



Source : Météo France

Note : la moyenne sur le Grand Est est évaluée par la moyenne des relevés des stations Charleville-Mézières, Reims, Saint-Dizier, Troyes, Langres, Nancy, Strasbourg, Colmar, Mulhouse.

Rendement et surface des principales cultures du Grand Est

	Rendement (q/ha)				Surface (ha)			
	Grand Est			France Métropole	Grand Est			France Métropole
	2016	2015	Moyenne 2011-2015	2016	2016	2015	Moyenne 2011-2015	2016
Blé tendre	49,5	84,4	76,5	53,7	715 486	714 010	661 554	5 132 286
Orge d'hiver	56,1	78,0	68,5	55,7	248 090	239 000	201 458	1 506 587
Orge de printemps	50,7	68,5	63,8	49,8	190 790	204 870	270 423	410 746
Avoine	38,4	42,2	43,4	40,5	8 910	9 380	9 871	85 631
Maïs grain	94,2	89,4	101,2	84,1	172 245	185 780	210 932	1 391 693
Triticale	38,7	62,1	56,4	42,8	17 510	16 910	19 069	332 016
Total céréales	56,2	80,9	76,1	56,9	1 358 140	1 374 090	1 354 391	9 534 539
Colza	29,2	37,0	34,3	30,6	323 985	326 070	325 324	1 550 493
Tournesol	21,8	20,7	24,8	21,8	15 755	18 410	24 529	541 479
Soja	29,9	32,3	33,1	24,8	5 970	6 120	2 333	137 490
Total oléagineux	28,8	36,1	33,7	27,9	347 922	352 710	354 185	2 262 949
Féverole	23,9	28,7	35,2	25,4	5 171	6 195	6 632	77 978
Pois protéagineux	21,0	39,8	39,7	25,6	46 310	38 025	28 106	215 861
Total protéagineux	21,3	38,3	48,4	25,4	51 521	44 280	34 774	301 498
Betteraves industrielles	932,0	807,9	917,5	855,0	97 910	91 080	93 592	405 225
Pommes de terre de féculé	370,8	391,9	531,5	417,0	5 790	5 550	4 733	22 665
Pommes de terre de consommation	423,2	470,1	500,3	392,0	12 925	12 165	11 937	136 808
Vin de Champagne (raisin)	96,3	116,7	123,2	nc	31 303	31 279	31 185	nc
Vin d'Alsace (raisin)	108,5	77,9	91,3	nc	15 640	15 621	15 621	nc

Source : Agreste - Statistique Agricole Annuelle 2011 à 2016

nc : non concerné

Note : certaines cultures minoritaires des céréales et oléoprotéagineux font parties du total sans être citées explicitement (par exemple le lin oléagineux).

Des indicateurs économiques en dégradation dans le Grand Est

La baisse des résultats économiques agricoles en 2016 par rapport à 2015 concerne les exploitations de toutes les orientations sauf celles spécialisées en bovins allaitants. Un quart des exploitations de la région a un résultat négatif, proportion qui n'a jamais été aussi forte. La conjoncture étant mauvaise, la dispersion du résultat par actif non salarié se resserre. Pour la plupart des orientations de grandes cultures et d'élevage, la moyenne et la médiane ont des valeurs proches. Avec un RCAI moyen plus élevé, l'orientation viticole présente une dispersion importante : le 1^{er} quartile est à 25 400 € et le 3^{ème} quartile à 92 400 €.

L'excédent Brut d'Exploitation (EBE) moyen dégagé par exploitation est de 71 400 €, en baisse de 24% par rapport à 2015. 67% de ce montant sert à couvrir le remboursement des annuités, réduisant drastiquement la part dévolue aux prélèvements privés et à la capacité d'investir pour moderniser l'appareil de production. L'investissement est d'ailleurs en retrait depuis 2014. Il est de 33 200 € en moyenne par exploitation en 2016.

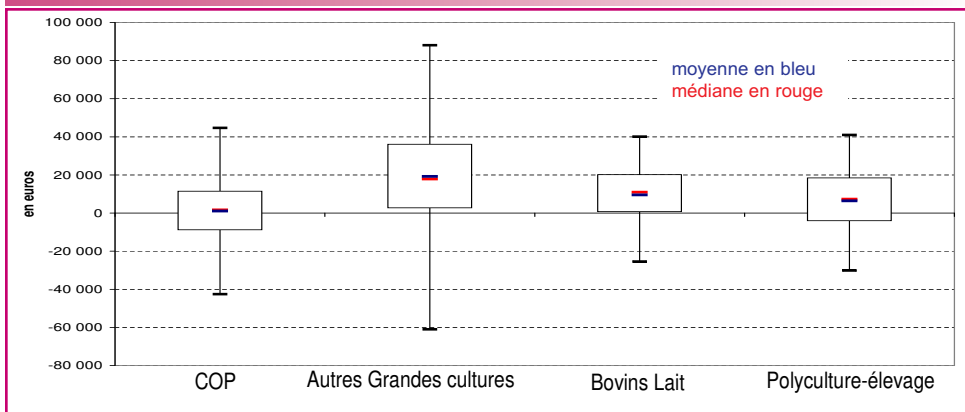
L'endettement moyen est de 218 900 € par exploitation. Il se décompose en dettes financières à 62% de moyen-long terme et 13% de court terme, ainsi que de 25% de dettes contractées auprès de tiers (fournisseurs, Etat). L'endettement a progressé de 10% depuis 2011. La part de la dette vis-à-vis des tiers était alors de 28%, fortement tirée vers le haut par les viticulteurs. En 2016, cette proportion est plus faible chez les viticulteurs, mais a augmenté chez les éleveurs spécialisés.

Le poids de cet endettement calculé en rapportant les annuités moyen-long terme et les frais financiers à l'EBE, atteint 50% en moyenne, du fait de la faiblesse de l'EBE. Ce ratio est en augmentation de 10 points par rapport à l'année précédente. Il est le plus élevé dans les exploitations de grandes cultures autres que COP et dans les exploitations laitières, où il atteint respectivement 73% et 80%.

La rentabilité moyenne des exploitations mesurée par le ratio EBE sur la production augmentée des subventions, est de 29%. Cet indicateur a subi une dégradation continue depuis 2010, où il affichait un niveau de 45%. De même, un indicateur de solvabilité, calculé en rapportant l'EBE à l'actif immobilisé, accuse un infléchissement important, passant de 39% en 2010 à 23% en 2016.

Les subventions européennes, nationales et locales, ont été de 31 500 € en moyenne par exploitation dans le Grand Est en 2016. Seules 39% des exploitations ont dégagé de leurs activités un résultat supérieur au montant des aides qui leur ont été versées.

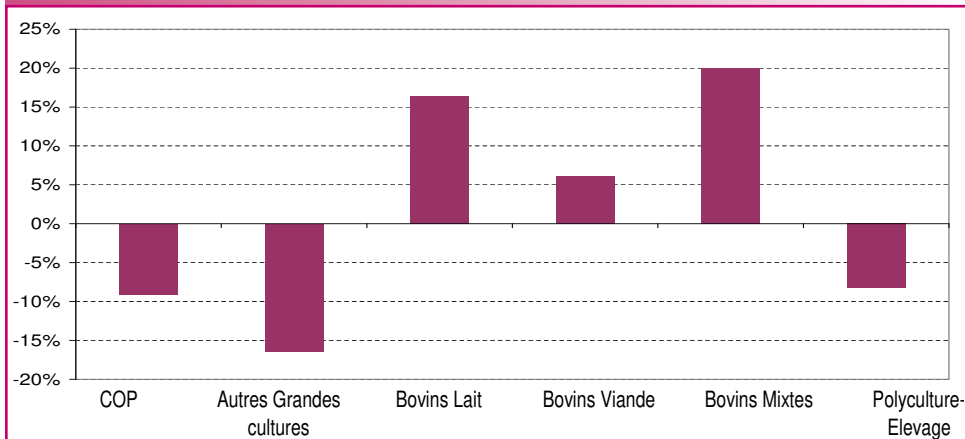
Dispersion du RCAI par actif non salarié en 2016 dans le Grand Est



Source : RICA

Lecture COP en progression croissante : 5% des exploitations ont un RCAI par actif non salarié inférieur à -42 560 €.
25% ont un RCAI par actif non salarié inférieur à -8 820 € (1^{er} quartile).
La moyenne est de 1 077 € ; la médiane est de 1 625 €.
25% ont un RCAI par actif non salarié supérieur à 11 479 € (3^{ème} quartile).
5% ont un RCAI par actif non salarié supérieur à 44 659 €.

Evolution des subventions entre 2014 et 2016 dans le Grand Est (avant et après application de la réforme de la PAC)



Source : RICA

Elles ne sont plus que 13%, si on considère uniquement les exploitations de grandes cultures et d'élevages herbivores, structures qui drainent l'essentiel des aides européennes. Pour ces exploitations, les aides représentent en moyenne 19% du produit brut total.

Sous l'effet de l'application de la réforme de la PAC, les subventions perçues en moyenne par exploitation sont en retrait de 1% par rapport à 2014. Cette tendance globale s'exprime différemment selon les orientations. Les exploitations d'élevage sont confortées, notamment par les aides couplées et la revalorisation de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN).

Un peu plus d'un tiers des exploitations complètent leur revenu en mettant en place des activités de diversification, que ce soit par la réalisation de prestations de service, d'agritourisme ou encore de production d'énergie. Elles complètent ainsi le produit brut total de 9 800 € en moyenne.

Les primes d'assurance diverses contrac-

tées par l'exploitation pour protéger ses moyens de production et ses récoltes passent de 6 450 € en 2010 à 8 150 € en 2016, soit 26% d'augmentation, sans qu'il soit cependant possible de dire si les exploitants ont davantage recours à l'assurance ou si ce sont les primes elles-mêmes qui augmentent. On observe cependant une légère inflexion de cette tendance entre 2015 et 2016, peut-être due à des problèmes de trésorerie.

Bovins Lait : un constat alarmant

Le régime des quotas laitiers a pris fin en avril 2015. Nous disposons donc de 2 années de résultats économiques pour mesurer l'impact de la libéralisation de la production européenne. Celle-ci s'est faite dans un contexte international de ralentissement de la demande d'une part, et d'une augmentation de la production au sein de l'Union européenne d'autre part. Cela a entraîné une chute du prix du lait payé aux producteurs.

En France métropolitaine, en 2016, le résultat moyen des exploitations spéciali-

sées en production laitière est de 15 079 € par actif non salarié. Il est bien inférieur dans le Grand Est, avec une moyenne de 11 698 € par actif non salarié. Le résultat moyen est à son niveau le plus bas jamais connu pour cette orientation technico-économique. 24% des exploitations ont d'ailleurs un résultat négatif. Les subventions sont en moyenne 2,3 fois supérieures au résultat de l'exploitation. La rentabilité qui s'élevait à 41% en 2010 s'est aujourd'hui effondrée et n'est plus que de 27%.

Les exploitations spécialisées en production laitière les plus rentables en 2016, c'est-à-dire dont la rentabilité est supérieure à 40%, sont des structures plutôt grandes, à la fois par la surface exploitée, mais aussi par les cheptels. Mais ce sont également les exploitations pour lesquelles le taux de prairies permanentes est le plus élevé en regard de la surface agricole utile (SAU). Leur surface fourragère est constituée de peu de maïs. Le prix du lait n'est pas le plus rémunérateur : il est en effet de 332 € les mille litres, alors qu'il est de 352 € les mille litres pour les exploitations dont la rentabilité est comprise entre 30 et 40%. Par contre, leur effort sur la charge d'alimentation est de 26% inférieure à celle de l'ensemble des exploitations de Bovins Lait (intraconsommation comprise), avec 265 € par Unité Gros Bovin (UGB) en moyenne.

Une simulation a été appliquée à l'échantillon 2016 d'exploitations de Bovins Lait. Le résultat courant avant impôt par actif non salarié a été recalculé en fonction d'une variation graduelle du prix du lait. L'ensemble des charges a été considéré comme constant. Le prix des mille litres de lait en 2016 est de 321,72 € et le résultat courant avant impôt 11 700 € par actif non salarié. Une augmentation de 10% du prix du lait payé au producteur (353,90 €) porte ce résultat à 19 085 € par actif non salarié, soit une augmentation de 63%. De même, une augmentation de 15% (370 €) le fait presque doubler (22 778 € par actif non salarié).

Les seuls cas où le prix des mille litres de lait est valorisé à un montant supérieur à 400 €, concernent des exploitations certifiées Agriculture Biologique ou qui développent de la valeur ajoutée en transformant le lait par de la production de fromages.

L'étude d'un échantillon constant de 88 exploitations Bovins Lait, de 2010 à 2016 montre que les effectifs de vaches laitières ont augmenté jusqu'en 2015. Les exploitations ont également cherché à stimuler leur production : en effet la productivité par vache est au plus haut (6 870 litres/vache laitière). Mais la dynamique suscitée par la suppression des quotas a vite été contrariée par la conjoncture et la baisse du prix du lait. En 2016, la productivité moyenne est retombée à 6 360 litres/vache laitière, sous l'effet du plan de diminution de la collecte mis en place, mais également par le fait d'un bilan fourrager plutôt mauvais : les

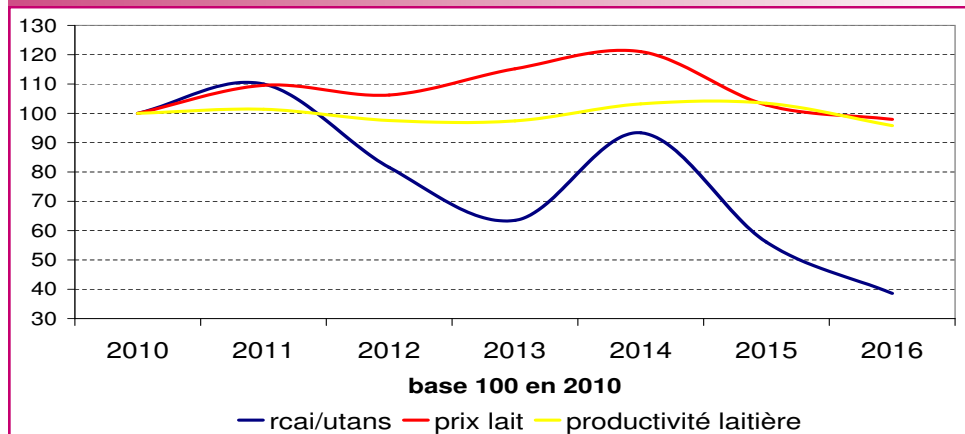
Bovins Lait : productivité et rentabilité ne sont pas forcément liées dans le Grand Est

Rentabilité, en 2016	SAU, ha	Part de STH dans la SAU, %	Part de maïs dans la SF, %	Productivité, €/UGB	Prix 1000 litres de lait	Alimentation animale*, €/UGB	RCAI /Utans
inférieure à 20%	119	51	24	1 250	294	386	-9 254
20 à 30%	120	58	21	1 390	321	368	11 850
30 à 40%	131	63	19	1 521	352	370	18 629
supérieure à 40%	149	65	11	1 305	332	265	30 771
ensemble Bovins Lait	126	58	20	1 366	322	359	11 698

Source : RICA 2016

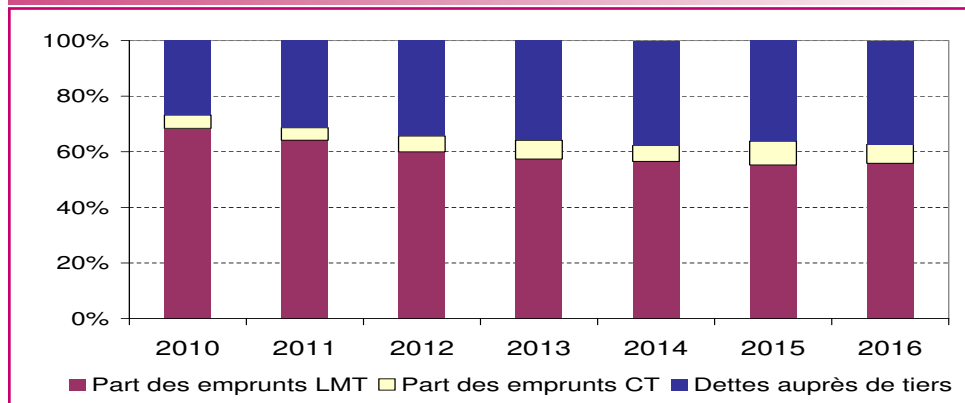
* y compris productions végétales intraconsommées

Evolution des indicateurs des exploitations Bovins Lait du Grand Est



Source : RICA

Structure de la dette sur un échantillon constant d'exploitations laitières du Grand est



Source : RICA

pluies ayant rendu difficiles l'ensilage d'herbe, quantité et qualité des fourrages ont été affectées.

Les charges d'alimentation, même si elles ont diminué entre 2015 et 2016, ont tout de même accusé une augmentation de 28% en euros constants depuis 2010. Sont inclus dans ces charges ce qui est acheté à l'extérieur ainsi que les productions végétales de l'exploitation qui rentrent dans la nutrition animale.

Une production qui diminue en volume, un prix moins rémunérateur et des charges en augmentation font que le résultat a chuté de 64% en euros constants et par actif non salarié, entre 2010 et 2016. Sur ce même échantillon constant, le taux d'endettement est passé de 45,7% en 2010 à 48% en 2016. Si cette augmentation est contenue, le poids de l'en-

dettement, paraît plus préoccupant : en effet, de 43% en 2010, il est de 85% en 2016.

La structure de la dette a évolué : la part des dettes moyen-long terme diminue au profit des dettes contractées auprès de tiers, essentiellement les fournisseurs, ainsi que les dettes sociales qui ont doublées, même si elles sont dans une proportion moins importante.

Bovins Viande : des résultats plus stables

Depuis 2011, le résultat des exploitations orientées Bovins Viande est peu soumis à variabilité d'une année sur l'autre. Il oscille entre 21 000 et 25 000 € par actif non salarié. Chaque année, on observe que les

résultats de cette orientation sont en moyenne les moins élevés de la région. Ce n'est pas le cas en 2016 ; en effet, le résultat est bien supérieur aux autres spécialisations, hormis celui des exploitations viticoles, et ceci malgré des prix de vente des bovins en diminution. Le résultat est de 24 323 €, supérieur au résultat national qui est de 20 291 € par actif non salarié. Au sein de cette orientation, la dispersion est très modérée.

La production brute dégagée par UGB est certes la plus faible des trois orientations d'élevage bovin, mais les charges d'exploitation et d'intrants sont significativement moins élevées. Les structures orientées Bovins Viande sont davantage herbagères et nécessitent moins de main-d'œuvre. A 41%, la rentabilité moyenne est bien supérieure à celle des exploitations d'élevages laitiers ou mixtes.

Bovins Mixtes : un résultat proche de celui des éleveurs laitiers

Du fait de leur production laitière, ces exploitations ont également subi la mauvaise conjoncture. La production de 404 300 litres de lait en moyenne par exploitation est inférieure de 4% seulement à celle des exploitations spécialisées. Les mille litres de lait sont valorisés en moyenne à 310 €, contre 322 € pour les exploitations spécialisées.

Le résultat s'établit à 13 059 € par actif non salarié, en retrait de 48% par rapport à 2015 ; il est inférieur au niveau national qui s'établit en moyenne à 14 941 €.

Les aides moyennes perçues par ce type d'exploitation ont augmenté de 20% depuis 2014, notamment sous l'effet du renforcement des aides couplées à l'élevage. Les subventions moyennes tous types confondus sont de 63 500 €.

Céréales-oléoprotéagineux : une situation dégradée

Les producteurs spécialisés en grandes cultures COP sont ceux qui présentent en 2016 la situation la plus dégradée de l'ensemble des orientations technico-économiques de la région. Le résultat s'établit à 2 028 € par actif non salarié, en retrait de 93% par rapport à l'année précédente. Le résultat reste cependant supérieur au résultat moyen national, qui lui est négatif, à -3 316 € par actif non salarié. C'est aussi l'orientation pour laquelle la part de résultats négatifs est la plus importante dans la région, elle est de 44%.

Il y a quelques années, la situation était tout autre. En 2011 et 2012, le résultat de ces exploitations a approché 65 000 € par actif non salarié. En 2012, la production végétale était au plus haut de la période 2010-2016, à 1 536 €/ha de SAU de l'exploitation. Les ren-

L'orientation Bovins Viande s'en sort le mieux dans le Grand Est

2016	Bovins Lait	Bovins Viande	Bovins mixtes
Nombre d'UGB	135	158	204
Productivité, €/UGB	1 366	649	1 087
Charge d'approvisionnement, €/UGB	650	248	535
Autre charges d'exploitation, €/UGB	1 000	629	837
Annuité, €/UGB	328	171	229
Rentabilité, en %	27	41	28
Subvention, €/exploitation	47 156	48 176	63 529

Source : RICA

dements, sans être exceptionnels, avaient été bons (75 qx/ha en céréales et 30 qx/ha en oléagineux). Même si les charges d'approvisionnement étaient en augmentation, notamment les engrais, les semences et le carburant, le niveau des prix au plus haut, permettait de dégager des résultats économiques élevés.

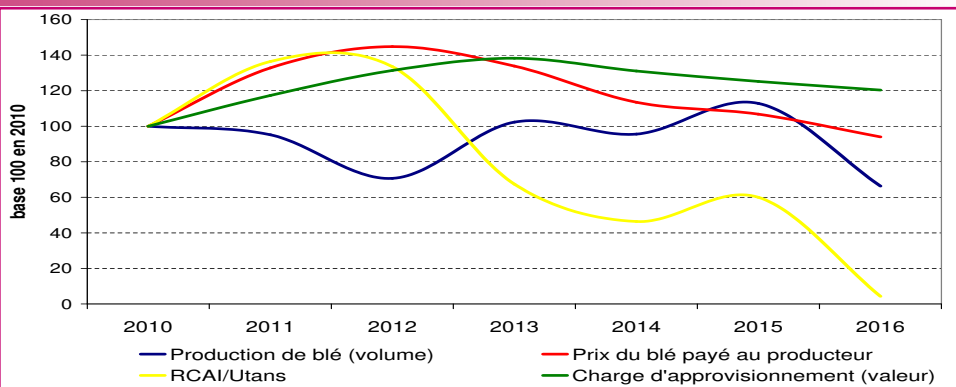
Mais le contexte conjoncturel instable engendre une variabilité des résultats économiques particulièrement forte d'une année sur l'autre. En 2016, la situation a totalement changé. La production globale d'un hectare de SAU sur l'exploitation a perdu 32% de sa valeur par rapport à 2012. Ceci sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : des rendements faibles du fait des événements climatiques qui ont perturbé le bon développement des cultures et engendré une forte pression

de maladies, ainsi que des cours en forte baisse. Même si les charges d'approvisionnement ont été contenues et sont en diminution, elles restent fortement impactantes pour le revenu de l'exploitant.

Le bon niveau des résultats en 2011 et 2012 a stimulé les investissements dans les exploitations. On observe l'acquisition de nouveaux actifs à hauteur de 24% du total des immobilisations en 2011 et 26% en 2012. Les nouveaux investissements sont financés par des emprunts à moyen-long terme. Ce fait peut constituer une difficulté aujourd'hui. En effet, en 2016, si l'endettement est contenu, 37% en moyenne, l'EBE dégagé ne suffit pas à rembourser les annuités augmentées des frais financiers pour un tiers des exploitations.

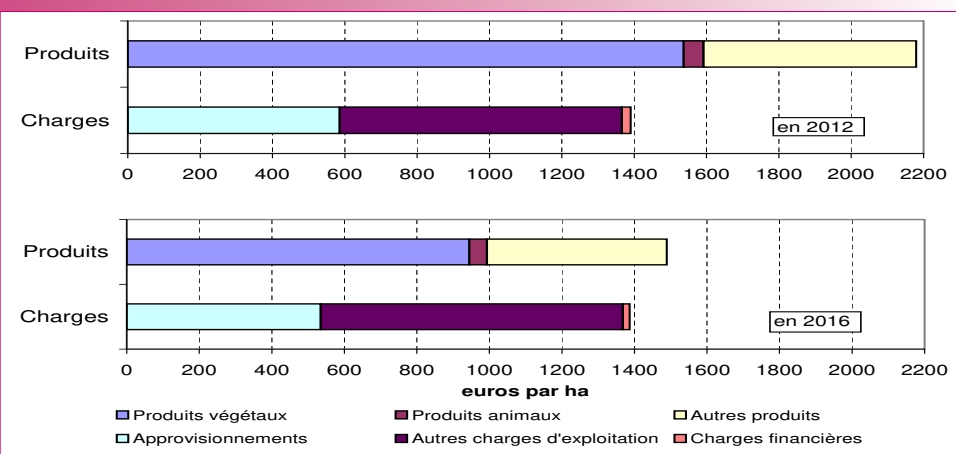
La structure de la dette varie assez peu. Les dettes fournisseurs sont élevées également dans la période où les résultats sont au plus

Un résultat en berne pour les exploitations de COP du Grand Est



Source : RICA, FAM, SAA

Valeur des produits et des charges des exploitations de COP du Grand Est



Source : RICA

haut. En cause, le prix très élevé des intrants. La variation est sensible sur les dettes à court terme quand la conjoncture est mauvaise : de 8% en 2011, elles passent à 10% en 2016.

En 2011, le fond de roulement qui permettait de financer 9,2 mois de charges, ne finance plus que de 7 mois en 2016.

Cultures générales : un résultat en fort retrait

Du fait d'une part importante de céréales dans l'assolement des exploitations de cultures générales, l'évolution du résultat suit la même tendance que celui des exploitations de COP. Cependant, la présence dans les rotations de cultures industrielles, plus rémunératrices, leur a toujours assuré un niveau de résultat plus élevé.

Ces exploitations, situées pour 90% en ex-région Champagne-Ardenne, ont en 2016 un résultat courant avant impôt de 20 719 € par actif non salarié, en retrait de 63% par rapport à 2015. Ce résultat est inférieur à la moyenne nationale, qui s'établit à 22 013 € par actif non salarié. Si ce résultat régional reste nettement supérieur à celui des exploitations céréalières, il faut préciser qu'il accuse une réduction de 5 fois sa valeur de 2012, pour s'établir à son niveau le plus bas.

Une autre de ses particularités est sa dispersion. 22% des exploitations ont un résultat négatif et un quart des exploitations ont un résultat supérieur à 36 100 € par actif non salarié. Pour ces dernières, la part de cultures industrielles (betteraves, pommes de terre, colza industriel, houblon...) est plus élevée, 35% contre 32% pour l'ensemble de cette spécialisation.

Globalement, si les dépenses en approvisionnement, et plus particulièrement en semences et en produits phytosanitaires, sont plus élevées dans les exploitations de cultures générales plutôt que COP, la marge dégagée à l'hectare est supérieure du fait de la valeur de la production de 46% supérieure, subventions comprises.

Polyculture-élevage : une diversité de productions qui ne suffit pas à maintenir les résultats

Cette orientation réunit des exploitations qui peuvent avoir plusieurs combinaisons de productions. Les plus nombreuses sont les exploitations dites de polyculture-élevage, qui associent grandes cultures et élevage bovin, laitier ou allaitant. Ce sont les données économiques de ces exploitations qui sont évoquées ci-dessous.

Traditionnellement mieux armées pour résister à une mauvaise conjoncture du fait de la diversité et de la complémentarité de ses ateliers, ces exploitations sont actuellement fortement impactées par les prix des céréales et du lait. La situation du marché de la viande, plus favorable, ne suffit pas à

Evolution de quelques critères en polyculture élevage sur un échantillon constant du Grand Est

	2011	2016	évolution
SAU, ha	201	213	6%
SFP, ha	87	93	7%
STH, ha	67	67	1%
Nombre d'UGB	123	132	8%
Production végétale, €/ha	687	406	-41%
Production animale, €/ha	695	692	0%
Autres productions, €/ha	486	478	-2%
Engrais, semences, produits phytosanitaires, €/ha	275	296	8%
Alimentation, soin et reproduction, €/ha	169	192	14%
Carburant, €/ha	75	60	-20%
Autres charges d'exploitation, €/ha	831	897	8%

Source : RICA

maintenir les résultats, les cheptels mis en valeur ne sont pas suffisamment importants (112 UGB contre 135 UGB pour une exploitation laitière ou 158 UGB pour une exploitation de bovins allaitants).

Leur résultat s'établit à 5 939 € par actif non salarié. Il était de 22 153 € l'année précédente. 36% des structures ont un résultat négatif. Comme on l'a constaté pour les éleveurs spécialisés, les résultats sont différents selon la production de l'atelier animal : les exploitations qui ont un cheptel laitier ont un résultat de 4 457 € par actif non salarié, tandis que les exploitations qui ont un cheptel allaitant ont un résultat supérieur, à 8 275 €.

L'étude d'un échantillon constant entre 2011 et 2016 (76 exploitations) montre que les structures se sont agrandies, aussi bien par la surface cultivée ou fourragère que par le cheptel. Ce qui pénalise le plus le résultat est la valeur de la production végétale, qui chute de 41%, auquel s'ajoute l'augmentation des approvisionnements, notamment les intrants pour les cultures (+8%) et pour les animaux (+14%). Seule la charge en carburant enregistre une baisse.

Parmi ces exploitations, les producteurs de lait ont augmenté leur production moyenne (449 500 litres en 2011, 515 400 litres en 2016) ; cette augmentation suffit à compenser la diminution du prix du lait enregistrée sur cette période.

Viticulture : des vignobles aux résultats contrastés

La vendange 2016 en Alsace a été satisfaisante et a fait suite à trois années difficiles. Par contre, des conditions climatiques défavorables ont touché le vignoble champenois. La production de raisin est l'une des plus faibles depuis 10 ans.

Le résultat courant avant impôt est de 60 307 € par actif non salarié pour l'orientation viticole. Cependant, les résultats sont très différents d'un vignoble à l'autre. En champagne, ce résultat est de 68 142 €, alors qu'il est de 38 287 € en Alsace. Il est en baisse de 12% en Champagne et en hausse de 45% en Alsace. Sur l'ensemble des deux vignobles, cela se traduit par une diminution de 8%, du fait de la répartition des exploitations (2/3 Champagne – 1/3 Alsace).

Les résultats économiques montrent la diversité des vignobles de la région Grand Est, qui diffèrent par maintes caractéristiques : les structures (orientées selon la plus ou moins grande spécialisation dans la production viticole), la valeur de la production (le prix de valorisation du raisin, la vinification et la vente en bouteille), les autres charges d'exploitation (les fermages, les charges de personnel, les achats de travaux), les dettes (les investissements pour les équipements nécessaires à la transformation).

Des résultats peu comparables d'un vignoble à l'autre

2016	Vignoble champenois (Grand Est)	Vignoble alsacien
Part de vignes dans la SAU, en %	90	74
Production végétale, €/ha	69 025	17 632
Approvisionnement, €/ha	5 620	2 305
dont engrais, plants, phytos, €/ha	2 292	1 053
Autres charges d'exploitation, €/ha	41 550	9 966
EBE, €/ha	30 278	7 990
Dettes, €/ha	56 120	12 604
Intensité en travail*, en UTA	0,09	0,51

Source : RICA 2016

* quantité de main-d'œuvre nécessaire pour produire 10 000 € de valeur ajoutée

Caractéristiques des exploitations, soldes intermédiaires de gestion et ratios moyens

en euros, sauf précision contraire

2016	COP	Cultures générales	Viticulture	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixtes	Polyculture polyélevage	Grand Est	France
Effectif dans l'échantillon	161	95	157	124	30	58	129	792	7 271
Effectif représenté	7 634	3 157	10 246	2 955	898	1 484	4 467	31 397	294 669
SAU, en ha	130	157	10	126	119	169	174	100	88
Surface fourragère principale, en ha	17	15	0	95	108	128	76	36	38
Surface cultures industrielles, en ha	31	54	1	3	1	6	25	18	11
Surface céréales, en ha	79	84	5	29	10	36	71	44	32
Surface vigne, en ha	0	0	4	0	0	0	0	1	2
UGB totales	14	3	0	135	158	204	112	51	81
UTA totales	1	2	2	2	1	2	2	2	2
dont UTA non salariées	1	1	1	2	1	2	2	1	1
Autofinancement	5 038	10 879	33 603	28 655	30 960	35 803	30 015	23 409	25 246
Total actif immobilisé (net)	215 889	301 129	342 590	344 263	349 234	462 632	331 807	311 559	261 179
Actifs circulants (fin ex.)	137 228	254 386	526 953	150 216	211 810	227 393	202 906	294 048	181 099
Ensemble des stocks	66 159	70 833	396 502	87 232	131 764	142 595	116 448	189 185	100 985
Capitaux propres (net)	221 403	321 012	638 228	236 172	367 269	382 410	272 924	387 964	251 999
Ensemble des dettes LMT et CT	132 682	236 693	232 854	256 293	195 722	311 117	263 400	218 878	191 877
Production de l'exercice	124 465	252 774	243 598	189 370	124 280	238 611	203 499	202 885	185 466
+ Rabais, ristournes, remises	1 045	2 326	117	503	170	412	1 234	787	515
- Approvisionnements	65 358	121 733	25 959	88 306	46 790	115 478	101 621	69 022	71 678
- autres achats et charges externes	40 660	61 606	48 308	64 665	48 238	77 918	67 467	54 108	54 025
= Valeur ajoutée (hors fermage)	19 493	71 761	169 447	36 902	29 422	45 627	35 645	80 543	60 278
+ Subventions d'exploitation	35 902	51 328	1 998	47 156	48 176	63 529	52 931	31 500	30 126
+ Indemnités d'assurance	4 862	6 937	1 023	4 086	2 153	3 750	7 724	3 978	2 873
- Loyers et fermages	16 696	29 231	37 640	12 304	9 830	15 836	21 080	24 641	14 114
- impôts et taxes	2 140	2 678	3 451	1 957	1 725	2 836	2 421	2 664	2 168
- Charges de personnel	3 024	22 714	34 897	6 247	4 337	6 199	8 702	17 314	14 857
= excédent brut d'exploitation	38 396	75 403	96 479	67 637	63 860	88 035	64 096	71 402	62 138
+ transferts de charges	362	2 585	477	239	22	420	254	584	292
- dotation aux amortissements	34 699	47 647	21 726	42 907	30 128	59 466	49 826	35 889	32 016
= résultat d'exploitation	4 059	30 341	75 230	24 969	33 754	28 989	14 525	36 097	30 413
+ produits financiers	949	1 885	251	951	513	866	1 684	916	920
- charges financières	2 608	4 264	4 114	5 335	3 382	5 844	5 267	4 126	4 213
= Résultat courant avant impôts	2 400	27 962	71 366	20 585	30 884	24 011	10 942	32 888	27 120
RCAI / UTANS	2 028	20 719	60 307	11 698	24 323	13 059	6 801	24 269	19 331
RCAI / ha	18	178	7 071	163	259	142	63	328	307
RCAI / UGB				153	195	118	98		
Charges sociales de l'exploitant	8 981	17 997	14 928	9 759	7 963	12 565	10 339	12 264	9 285
Total Actif	354 102	557 810	871 323	496 239	563 069	693 529	536 336	607 296	444 089
Taux d'endettement	37,5%	42,4%	26,7%	51,6%	34,8%	44,9%	49,1%	36,0%	43,2%
charges d'approvisionnement / ha	501	775	2 572	701	392	682	586	689	811
Charges courantes	165 185	289 873	176 096	221 722	144 430	283 578	256 384	207 762	193 071
charges courantes / ha	1 266	1 845	17 448	1 760	1 211	1 674	1 478	2 075	2 185
EBE / (Production+subventions)	24%	25%	39%	29%	37%	29%	25%	30%	29%
Annuités	30 553	50 866	64 645	42 428	26 706	50 353	41 048	47 629	34 840
Annuités / EBE	79,6%	67,5%	67,0%	62,7%	41,8%	57,2%	64,0%	66,7%	56,1%

Source : RICA 2016

Quelques repères

Taux d'endettement : ensemble des dettes LMT et CT rapportées au total de l'actif net corrigé de la TVA

EBE / (Production + subventions) : indicateur de rentabilité ; si elle est bonne, le ration est supérieur à 30%

Annuités / EBE : entre 30 et 45%, l'endettement est considéré comme modéré

Charges courantes : approvisionnement, travaux par tiers, eau, gaz, électricité, matériel, fournitures, loyers et fermages, entretien matériel et bâtiments, assurances, honoraires, transports, travaux à façon, taxes, charges de personnel, dotation aux amortissements, charges financières.

Définitions et méthodologie

Résultat courant avant impôt (RCAI) : production augmentée des subventions, desquelles sont déduits les consommations intermédiaires, les charges de personnels, les impôts et taxes divers et les dotations aux amortissements. Les charges sociales dues par l'exploitant non salarié ne sont pas déduites.

Surface agricole utile (SAU)

Unité Gros Bovin (UGB)

Unité de travail annuel non salarié (UTANS) ou actif non salarié : travail agricole effectué au cours d'une année par le chef d'exploitation ou l'associé non salarié, correspond à 1600 heures.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : ressource financière dégagée de l'activité courante de l'exploitation ; exclut les amortissements et les charges financières.

Autofinancement : financement des projets de l'exploitation sans appeler à des ressources extérieures.

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une enquête communautaire dont l'objectif est de fournir des informations sur le fonctionnement technico-économique des exploitations agricoles. Cette opération permet de suivre l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans les exploitations.

En France, l'échantillon est d'environ 7 600 moyennes et grandes exploitations. L'échantillon couvre ainsi 95 % du potentiel de production nationale.

Publication disponible sur le site internet www.draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

Service régional de l'information statistique et économique (Srise)

Complexe agricole du Mont Bernard - Route de Suippes - CS 60440

51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE Cedex

Tél : 03 26 66 20 01 - Fax : 03 26 21 02 57

Courriel : srise.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

- Directeur régional : Sylvestre CHAGNARD
- Directeur de publication : Sylvain SKRABO
- Rédacteur en chef : Sylvain SKRABO
- Rédacteurs : Sandrine ZORN - Daniel LEPOITTEVIN
- Composition : DRAAF Grand Est / Srise, site de Metz
- Dépôt légal : à parution
- N° ISSN : 2496-5480

